

terons toujours de traiter les questions théoriques pour elles-mêmes. Notre but sera de fournir des outils de travail aux ouvriers avancés, à une époque où la complexité des problèmes, la confusion qui règne partout et l'effort constant des capitalistes et surtout des staliniens pour la mystification de tous à propos de tout nécessitent un effort sans précédent dans cette direction. En traitant les problèmes nous essaierons toujours non seulement de les exposer dans le langage le plus clair possible, mais surtout d'en montrer l'importance pratique et les conclusions concrètes qui s'en dégagent.

Cette revue n'est nullement un organe de confrontation d'opinions entre gens qui « se posent des problèmes », mais l'instrument d'expression d'une conception d'ensemble que nous croyons systématique et cohérente. Les grandes lignes de cette conception sont exprimées dans l'article « Socialisme ou Barbarie » contenu dans ce premier numéro. Néanmoins, ni sur le plan organisationnel, ni sur le plan théorique nous ne sommes partisans du monolithisme. Nous pensons que le développement de la théorie révolutionnaire ne peut se faire que par la confrontation des opinions et des positions divergentes; nous pensons aussi que cette discussion doit être faite devant l'ensemble de la classe; nous pensons très précisément que la conception selon laquelle un parti possède à lui tout seul la vérité et toute la vérité et l'apporte à la classe, en cachant à celle-ci ses divergences internes, est, sur le plan idéologique, une des racines et des expressions les plus importantes du bureaucratisme dans le mouvement ouvrier. C'est pourquoi les divergences qui pourront apparaître sur des points particuliers entre des camarades de notre groupe pourront être exprimées dans la revue, qui signalera les articles qui expriment la position de leur auteur et non pas du groupe en tant que tel. La discussion sera donc libre dans le cadre de nos conceptions générales, avec le souci constant d'éviter que cette discussion ne devienne un dialogue sans fin entre quelques individus.

Nous sommes certains que les ouvriers et les intellectuels qui, en France, ont déjà pris conscience de l'importance des problèmes que nous posons, qui comprennent combien il est urgent de leur donner une réponse adéquate et conforme aux intérêts des masses, nous soutiendront dans le long et difficile effort que représentera la préparation et la diffusion de notre revue.

SOCIALISME OU BARBARIE

Un siècle après le « Manifeste Communiste », trente années après la Révolution russe, après avoir connu des victoires éclatantes et des profondes défaites, le mouvement révolutionnaire semble avoir disparu, tel un cours d'eau qui en s'approchant de la mer se répand en marécages et finalement s'évanouit dans le sable. Jamais il n'a été davantage question de « marxisme », de « socialisme », de la classe ouvrière et d'une nouvelle période historique; et jamais le véritable marxisme n'a été davantage bafoué, le socialisme vilipendé et la classe ouvrière vendue et trahie par ceux qui se réclament d'elle. Sous les formes les plus différentes en apparence, mais au fond identiques, la bourgeoisie « reconnaît » le marxisme, essaie de l'émasculer en se l'appropriant, en en acceptant une part, en le réduisant au rang d'une conception parmi tant d'autres. La transformation des « grands révolutionnaires en icônes inoffensives », dont Lénine parlait il y a quarante ans, s'effectue à un rythme accéléré, et Lénine lui-même n'échappe pas au sort commun. Le « socialisme » semble être réalisé dans des pays qui englobent quatre cents millions d'habitants, et ce « socialisme »-là apparaît comme inséparable des camps de concentration, de l'exploitation sociale la plus intense, de la dictature la plus atroce, du crétinisme le plus étendu. Dans le reste du monde, la classe ouvrière se trouve devant une détérioration lourde et constante de son niveau de vie depuis bientôt vingt ans; ses libertés et ses droits élémentaires, arrachés au prix de longues

luttés à l'Etat capitaliste, sont abolis ou gravement menacés. On comprend de plus en plus clairement qu'on n'est sorti de la guerre qui vient de finir que pour en commencer une nouvelle, qui sera de l'avis commun la plus catastrophique et la plus terrible qu'on ait jamais vu. La classe ouvrière est organisée, dans la plupart des pays, dans des syndicats et des partis gigantesques, groupant des dizaines de millions d'adhérents; mais ces syndicats et ces partis jouent, toujours plus ouvertement et toujours plus cyniquement le rôle d'agents directs du patronat et de l'Etat capitaliste, ou du capitalisme bureaucratique qui règne en Russie.

Seules semblent surnager dans ce naufrage universel des faibles organisations telles que la « IV^e Internationale », les Fédérations Anarchistes et les quelques groupements dits « ultra-gauches » (bordiguistes, spartakistes, communistes des conseils). Organisations faibles non pas à cause de leur maigreur numérique — qui en soi ne signifie rien et n'est pas un critère, — mais avant tout par leur manque de contenu politique et idéologique. Relents du passé beaucoup plus qu'anticipations de l'avenir, ces organisations se sont prouvées absolument incapables déjà de comprendre le développement social du xx^e siècle, et encore moins de s'orienter positivement face à celui-ci. La pseudofidélité à la lettre du marxisme que professe la « IV^e Internationale » lui permet, croit-elle, d'éviter de répondre à tout ce qui est important aujourd'hui. Si dans ses rangs on rencontre quelques-uns des ouvriers d'avant-garde qui existent actuellement, ces ouvriers y sont constamment déformés et démoralisés, épuisés par un activisme sans base et sans contenu politique et rejetés après consommation. En mettant en avant des mots d'ordre de collaboration de classe, comme la « défense de l'U.R.S.S. » et le gouvernement stalinoréformiste, plus généralement, en masquant par ses conceptions vides et surannées la réalité actuelle, la « IV^e Internationale » joue, dans la mesure de ses faibles forces, elle aussi son petit rôle comique dans la grande tragédie de mystification du prolétariat. Les Fédérations Anarchistes continuent à réunir des ouvriers d'un sain instinct de classe, mais parmi les plus arriérés politiquement et dont elles cultivent à plaisir la confusion. Le refus constant des anarchistes à dépasser leur soi-disant « apolitisme » et leur athéisme contribue à répandre un peu plus de confusion dans les milieux qu'ils touchent et en fait une voie de garage supplémentaire pour les ouvriers qui s'y perdent. Enfin, les groupements « ultra-gauches » soit cultivent avec passion

leurs déformations de chapelle, comme les bordiguistes, allant parfois jusqu'à rendre le prolétariat responsable de leur propre piétinement et de leur incapacité, soit, comme les « communistes des conseils », se contentent de tirer de l'expérience du passé des recettes pour la cuisine « socialiste » de l'avenir.

Malgré leurs prétentions délirantes, aussi bien la « IV^e Internationale » que les anarchistes et les « ultra-gauches » ne sont en vérité que des souvenirs historiques, des croûtes minuscules sur les plaies de la classe, vouées au dépérissement sous la poussée de la peau neuve qui se prépare dans la profondeur des tissus.

Il y a un siècle le mouvement ouvrier révolutionnaire se constituait pour la première fois en recevant de la plume géniale de Marx et de Engels sa première charte : le « Manifeste Communiste ». Rien qui indique mieux la solidité et la profondeur de ce mouvement, rien qui puisse davantage nous remplir de confiance quant à son avenir que le caractère fondamental et définitif des idées sur lesquelles il s'est constitué. Comprendre que toute l'histoire de l'humanité, jusqu'alors présentée comme une succession de hasards, le résultat de l'action des « grands hommes » ou le produit de l'évolution des idées, n'est que l'histoire de la lutte de classes; que cette lutte, lutte entre exploités et exploités, se déroulait à chaque époque dans le cadre donné par le degré de développement technique et des rapports économiques créés par la société; que la période actuelle est la période de la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat, celle-là, classe oisive, exploiteuse et opprimante, celui-ci, classe productive, exploitée et opprimée; que la bourgeoisie développe de plus en plus les forces productives et la richesse de la société, unifie l'économie, les conditions de vie et la civilisation de tous les peuples, en même temps qu'elle fait croître pour ses esclaves la misère et l'oppression; comprendre qu'ainsi, en développant non seulement les forces productives et la richesse sociale, mais aussi une classe toujours plus nombreuse, plus cohérente et plus concentrée de prolétaires, qu'elle éduque et pousse elle-même à la révolution, l'ère bourgeoise a permis pour la première fois de poser le problème de l'abolition de l'exploitation et de la construction d'un nouveau type de société non plus à partir de désirs subjectifs de réformateurs sociaux, mais des possibilités réelles créées par la société elle-même; comprendre que pour cette révolution

sociale la force motrice essentielle ne pourra être que ce prolétariat, poussé par ses conditions de vie et son long apprentissage au sein de la production et de l'exploitation capitalistes à renverser le régime dominant et à reconstruire la société sur des bases communistes — comprendre et montrer tout cela dans une clarté aveuglante, voilà le mérite imprescriptible du « Manifeste Communiste » et du marxisme dans son ensemble, voilà en même temps la base de granite sur laquelle seule on peut bâtir solidement et que l'on ne peut pas remettre en question.

Mais si dès le premier moment le marxisme a pu tracer le cadre et l'orientation de toute pensée et de toute action révolutionnaire dans la société moderne, s'il a pu même prévoir et prédire la longueur et les difficultés de la route que le prolétariat aurait à parcourir avant d'arriver à son émancipation, aussi bien l'évolution du capitalisme que le développement du mouvement ouvrier lui-même ont fait surgir des nouveaux problèmes, des facteurs imprévus et imprévisibles, des tâches insoupçonnées auparavant, sous le poids desquels le mouvement organisé a plié, pour en arriver à sa disparition actuelle. Prendre conscience de ces tâches, répondre à ces problèmes, voilà le premier objectif dans la voie de la reconstruction du mouvement prolétarien révolutionnaire.

En gros on peut dire que la différence profonde entre la situation actuelle et celle de 1848 est donnée par l'apparition de la bureaucratie en tant que couche sociale tendant à assurer la relève de la bourgeoisie traditionnelle dans la période de déclin du capitalisme. Dans le cadre du système mondial d'exploitation, et tout en maintenant les traits les plus profonds du capitalisme, des nouvelles formes de l'économie et de l'exploitation sont apparues, rompant formellement avec la traditionnelle propriété privée capitaliste des moyens de production et s'apparentant extérieurement à quelques-uns des objectifs que jusqu'alors le mouvement ouvrier s'était fixés : ainsi l'étatisation ou nationalisation des moyens de production et d'échange, la planification de l'économie, la coordination internationale de la production. En même temps et liée à ces nouvelles formes d'exploitation apparaissait la bureaucratie, formation sociale dont les germes existaient déjà auparavant mais qui maintenant pour la première fois se cristallisait et s'affirmait comme classe dominante dans une série de pays, précisément en tant qu'expression sociale de ces nouvelles formes économiques. Parallèlement à l'éviction des

formes traditionnelles de la propriété et de la bourgeoisie classique par la propriété étatique et par la bureaucratie, l'opposition dominante dans les sociétés cesse graduellement d'être celle entre les possédants et les sans propriété pour être remplacée par celle qui existe entre les dirigeants et les exécutants dans le processus de production; en effet, la bureaucratie se justifie elle-même et trouve son explication objective dans la mesure où elle joue le rôle considéré comme indispensable de « dirigeant » des activités productives de la société, et par là-même de toutes les autres.

Cette relève de la bourgeoisie traditionnelle par une nouvelle bureaucratie dans une série de pays est d'autant plus importante que la racine de cette bureaucratie semble dans la plupart des cas être le mouvement ouvrier lui-même. Ce sont en effet les couches dirigeantes des syndicats et des partis « ouvriers » qui, prenant le pouvoir dans ces pays après la première et la deuxième guerre impérialiste ont été le noyau autour duquel se sont cristallisées les nouvelles couches dominantes de techniciens, d'administrateurs, de militaires etc. De plus, ce sont des objectifs du mouvement ouvrier lui-même, telle la nationalisation, la planification, etc, qui semblent être réalisés par cette bureaucratie et en même temps former la meilleure base pour sa domination. Ainsi, le résultat le plus clair d'un siècle de développement de l'économie et du mouvement ouvrier paraît être le suivant : d'une part, les organisations — syndicats et partis politiques — que la classe ouvrière créait constamment pour son émancipation, se transformaient régulièrement en instruments de mystification et secrétaient inéluctablement des couches qui s'élevaient sur le dos du prolétariat pour résoudre la question de leur propre émancipation, soit en s'intégrant au régime capitaliste, soit en préparant et en réalisant leur propre accession au pouvoir. D'autre part, une série de mesures et d'articles de programme, considérés auparavant soit comme progressifs, soit comme radicalement révolutionnaires — la réforme agraire, la nationalisation de l'industrie, la planification de la production, le monopole du commerce extérieur, la coordination économique internationale — se sont trouvés réalisés, le plus souvent par l'action de la bureaucratie ouvrière, parfois même par le capitalisme au cours de son développement — sans qu'il en résulte pour les masses laborieuses autre chose qu'une exploitation plus intense, mieux coordonnée et pour tout dire rationalisée.

C'est dire qu'en plus du résultat objectif de cette évolu-

tion, qui a été une organisation plus systématique et plus efficace de l'exploitation et de l'asservissement du prolétariat, il en est sorti une confusion sans précédent, concernant aussi bien les problèmes de l'organisation du prolétariat pour sa lutte que de la structure du pouvoir ouvrier et du programme lui-même de la révolution socialiste. Aujourd'hui c'est surtout cette confusion concernant les problèmes les plus essentiels de la lutte de classe qui constitue l'obstacle principal à la reconstruction du mouvement révolutionnaire. Pour la dissiper, il est indispensable de revoir les grandes lignes de l'évolution de l'économie capitaliste et du mouvement ouvrier pendant le siècle qui vient de s'écouler.

I. — BOURGEOISIE ET BUREAUCRATIE

Le capitalisme, c'est-à-dire le système de production basé sur un développement extrême du machinisme et sur l'exploitation du prolétariat et orienté vers le profit, s'est présenté tout d'abord, depuis le début du XIX^e siècle jusqu'aux environs de 1880, comme un capitalisme national, s'appuyant sur une bourgeoisie nationale, vivant et se développant dans le cadre de la libre concurrence. C'est la concurrence entre les capitalistes individuels qui est pendant cette période le moteur essentiel de développement des forces productives et de la société en général. La réglementation de la production se fait spontanément et aveuglement par le marché; mais l'équilibre entre la production et la consommation auquel on peut arriver par les adaptations spontanées du marché est nécessairement un équilibre temporaire, précédé et suivi par des périodes de déséquilibre profond, c'est-à-dire de crise économique. Cette période est donc dominée par l'anarchie de la production capitaliste entraînant périodiquement et régulièrement des crises pendant lesquelles une partie des richesses de la société est détruite, des masses des travailleurs restent sans travail et les capitalistes les moins forts font faillite. Sous la poussée du développement technique, rendant nécessaires des investissements de plus en plus grands, et à travers l'élimination par les crises et la concurrence des petits et des moyens patrons, le capital se concentre de plus en plus; des sommes de plus en plus grandes de capital, des armées de plus en plus importantes de travailleurs sont dirigées par un nombre décroissant de patrons ou de sociétés capitalistes. Ce

processus de concentration des forces productives — du capital et du travail — atteint un premier palier avec la domination complète de chacune des branches importantes de la production par un monopole capitaliste, et avec la fusion du capital industriel et du capital bancaire dans le capital financier.

En disparaissant pour céder la place au capitalisme de monopole, le capitalisme concurrentiel du XIX^e siècle laissait derrière lui un monde complètement transformé. La production industrielle, auparavant négligeable, devenait la principale activité et la source de richesse des sociétés civilisées; elle suscitait l'apparition par centaines de grandes cités, dans lesquelles s'entassaient de plus en plus des travailleurs industriels, concentrés dans des usines toujours plus importantes et chez lesquels l'identité des conditions de vie et de travail créait rapidement la conscience de l'unité de leur classe. La production et le commerce international se trouvaient décuplés dans quelques décades. Ayant solidement conquis et organisé les grandes nations civilisées — l'Angleterre, la France, les Etats-Unis, l'Allemagne — le capitalisme allait partir à la conquête du monde.

Mais cette conquête, ce n'était plus le capitalisme concurrentiel qui allait la réaliser. Celui-ci s'était déjà, par le jeu de ses propres tendances internes, transformé, vers la fin du XIX^e siècle, en capitalisme de monopole. Cette transformation entraîna une série de conséquences d'une importance énorme. Sur le plan strictement économique, d'abord, la concentration du capital et l'apparition d'entreprises d'une taille toujours croissante amena une rationalisation et une organisation perfectionnée de la production, qui, parallèlement à l'intensification du rythme et de l'exploitation du travail, entraîna une réduction considérable du prix de revient des produits. Sur le plan social, la concentration du capital en faisant disparaître de plus en plus le patron-directeur, le pionnier de la période héroïque du capitalisme, en centralisant la propriété d'entreprises immenses et nombreuses entre les mains d'un petit nombre de possédants amenait la séparation graduelle des fonctions de propriété et de direction de la production et donnait une importance croissante aux couches de directeurs, des administrateurs et des techniciens. En même temps, le capital perdait sa liaison exclusive avec la bourgeoisie nationale et devenait, par le canal des trusts et des cartels s'étendant sur plusieurs pays, un capital international. Enfin, l'appa-

rition des monopoles supprimait la concurrence à l'intérieur de chaque branche monopolisée mais aussi accentuait la lutte entre les différents monopoles et les groupements monopolistiques nationaux ou internationaux. Le résultat a été la transformation des méthodes de lutte entre les différents groupements capitalistes. A la place de l'expansion de la production et de la baisse des prix de vente, en un mot de la concurrence « pacifique », ce sont de plus en plus des méthodes « extra-économiques » qui sont employées, comme les barrières douanières, le dumping, la création de chasses gardées aux colonies, les pressions politiques et militaires et, en définitive, la guerre elle-même, qui éclate en 1914 comme dernière instance capable de résoudre les conflits économiques.

L'expression dominante des antagonismes entre les monopoles et les nations impérialistes était la lutte pour les colonies. Pendant la période passée, depuis les découvertes du xv^e siècle jusqu'à la deuxième moitié du xx^e siècle, les pays arriérés d'outre-mer, qu'ils aient eu ou non le statut de colonie, servaient aux pays capitalistes avancés surtout comme lieux de prélèvement direct et brutal de valeurs et comme lieux de vente de marchandises. L'invasion du capitalisme dans ces pays pendant la première moitié du xix^e siècle, se manifeste essentiellement comme invasion de marchandises à bas prix. Mais la transformation du capitalisme concurrentiel en capitalisme de monopole donne un caractère différent à la liaison économique entre les colonies et les pays capitalistes. Les monopoles reposent sur un marché bien défini, où les débouchés et l'approvisionnement en matières premières doivent être relativement stables. Les colonies sont donc dorénavant intégrées dans cette « rationalisation » des marchés que les monopoles tentent de réaliser, aussi bien en tant que débouchés qu'en tant que sources de matières premières. Mais surtout elles deviennent désormais un champ d'investissements pour le capital trop abondant dans les métropoles et qui commence à être exporté vers les colonies et les pays arriérés en général, où le taux d'intérêt élevé, lié au très bas prix de la main-d'œuvre, lui permet une exploitation beaucoup plus rentable.

C'est ainsi que déjà avant 1914 l'ensemble du monde se trouve partagé entre 6 ou 7 grandes nations impérialistes. La tendance des monopoles à étendre leur puissance et à augmenter leurs profits ne peut maintenant s'exprimer que par la remise en question du partage du monde existant et par une lutte pour un nouveau partage plus avantageux pour

chacun d'eux. C'est là la signification de la première guerre mondiale.

Le résultat de cette guerre fut que les vainqueurs dépouillèrent les vaincus et les confinèrent dans les limites de leurs frontières nationales. Mais l'euphorie qui en résulta pour les impérialismes vainqueurs fut extrêmement passagère. L'exportation continue de capital vers les pays arriérés et l'arrêt des exportations européennes à cause de la guerre avaient amené l'industrialisation d'une série de pays d'outre-mer. D'autre part, les Etats-Unis apparaissaient pour la première fois sur le marché mondial comme un pays exportateur de produits industriels. De plus, par la suite de la révolution de 1917, la Russie s'était soustraite du marché capitaliste. L'expansion de la production dans les pays capitalistes allait se heurter à un marché de plus en plus restreint. On en a une image claire lorsqu'on voit que depuis 1913, cependant que la production de produits manufacturés ne cesse d'augmenter, les exportations et importations de ces mêmes produits restent stationnaires lorsqu'elles ne reculent pas. Une nouvelle crise de surproduction devenait dès lors inévitable.

Elle explosa en 1929 avec une violence sans précédent dans la longue histoire des crises capitalistes, et l'on peut la définir comme étant à la fois la dernière des crises cycliques classiques et l'entrée dans la période de crise permanente du régime capitaliste qui, depuis, n'a plus su retrouver un équilibre, même limité et temporaire.

Mais la crise de 1929 fut en même temps un nœud d'accélération dans l'évolution de l'impérialisme. Les crises précédentes du capitalisme en poussant à la faillite les entreprises les moins résistantes avaient chaque fois accéléré le mouvement de concentration du capital, jusqu'à la monopolisation complète de chaque branche importante de la production et la suppression de la concurrence à l'intérieur de ces branches. Après 1929, nous assistons au même processus, mais cette fois sur le plan international. Les pays impérialistes européens, les plus mûrs et les plus pourvus en colonies, se sont révélés définitivement incapables d'affronter la concurrence sur le marché mondial. Une nouvelle période du processus de la concentration mondiale des forces productives s'ouvrait. Jusqu'alors le monde était partagé entre plusieurs pays ou groupes de pays impérialistes rivaux qui vivaient dans une succession de stades passagers d'équilibre et de déséquilibre économique, politique et militaire. On s'orientait

maintenant vers la domination universelle d'un seul pays impérialiste, le plus fort économiquement et militairement.

Mais cette évolution, quoique affectant en premier lieu les rapports internationaux, devait influencer profondément l'économie capitaliste de chaque pays. Les pays européens, incapables de lutter dorénavant sur le marché mondial, réagirent nécessairement à la crise en se repliant sur eux-mêmes et en s'orientant vers l'autarcie économique. Cette politique autarcique n'était d'ailleurs que l'expression du très haut degré auquel avait abouti la concentration monopolistique dans ces pays et du contrôle total de l'économie nationale par les monopoles, en même temps qu'elle allait déterminer l'entrée dans une nouvelle phase de cette concentration : la concentration autour de l'Etat.

En effet, la lente et graduelle convergence du capital et de l'Etat, qui s'était manifestée depuis le début de l'ère industrielle et surtout depuis le règne des monopoles, s'en trouvait considérablement accélérée. L'économie impérialiste « nationale » devenant un tout qui devrait se suffire à lui-même, l'Etat capitaliste, sans perdre son aspect d'instrument de coercition politique, en prenait un autre qui devint chaque jour plus important : il se transformait en organe central de coordination et de direction de l'économie. Les importations et les exportations, la production et la consommation devaient être réglées par une instance centrale qui exprimât l'intérêt général des couches monopolistiques. Ainsi l'évolution économique de 1930 à 1939 est caractérisée par l'importance croissante du rôle économique de l'Etat, en tant qu'organe suprême de coordination et de direction de l'économie capitaliste nationale et par les débuts de la fusion organique entre le capital monopoleur et l'Etat. Et ce n'est pas un hasard si en Europe les expressions les plus complètes de cette tendance ont été réalisées dans les pays qui, par le manque de colonies, se trouvaient dans la position la plus défavorable en comparaison aux autres impérialismes repus, c'est-à-dire en Allemagne nazie et en Italie fasciste. Toutefois la politique de Roosevelt aux U.S.A. traduisait la même tendance dans le cadre d'un capitalisme beaucoup plus solide.

Mais cette courte période de repli sur les économies nationales n'est, en réalité qu'une transition passagère. Elle ne signifie nullement que l'interdépendance des productions capitalistes nationales soit en régression : au contraire, elle n'exprime qu'une première réaction des monopoles et des Etats capitalistes face aux résultats catastrophiques pour les plus

faibles qu'amène l'approfondissement de cette interdépendance. Cette réaction et l'autarcie qu'elle se proposait comme remède étaient complètement utopiques.

La preuve en fut donnée par la deuxième guerre mondiale. Directement provoquée par l'étouffement des productions allemande, italienne et japonaise dans les limites trop étroites de leurs marchés respectifs, cette guerre ne fut que la première expression directe de la tendance vers une concentration complète de la production à l'échelle internationale, vers le regroupement du capital mondial autour d'un seul pôle dominateur. Ce fut le capital allemand qui essaya de jouer ce rôle unificateur, en se subordonnant et en groupant autour de lui le capital européen. Il ne s'agissait plus, comme pendant la première guerre mondiale, d'un nouveau « partage » du monde. Les objectifs de la guerre, d'un côté comme de l'autre, étaient beaucoup plus vastes : il s'agissait de l'annexion, au profit de l'impérialisme vainqueur, non plus seulement des pays arriérés, de marchés etc..., mais du capital lui-même des autres pays impérialistes, dans la tentative d'organiser l'ensemble de l'économie et de la vie du monde en vue des intérêts d'un groupe impérialiste dominateur. La défaite de la coalition de l'Axe laissa le champ ouvert aux « Alliés » pour la domination mondiale.

Mais si la première guerre mondiale n'avait donné qu'une solution passagère aux problèmes qui l'avaient provoquée, la fin de la deuxième guerre mondiale n'a fait que poser à nouveau et d'une manière beaucoup plus profonde, intense, urgente et impérative les problèmes qui étaient à son origine. Tout d'abord, la faillite de tous les impérialismes secondaires et des structures « autarciques » en Europe est devenue dix fois plus évidente et plus aiguë qu'auparavant. Les impérialismes européens se sont démontrés définitivement incapables aussi bien de concurrencer la production américaine sur le marché mondial que de vivre sur leurs propres ressources. Il n'était même plus nécessaire pour l'impérialisme yankee d'essayer de se les soumettre; ils se sont soumis d'eux-mêmes. Ils ont reconnu que dorénavant ils ne peuvent vivre qu'aux crochets de l'Oncle Sam et sous sa tutelle. Mais surtout, la guerre a mis à nu la dernière grande opposition entre Etats exploités qui déchire le système mondial d'exploitation : l'antagonisme et la lutte entre l'Amérique et la Russie pour la domination universelle.

Cet antagonisme qui domine la période contemporaine pré-

sente un caractère profondément nouveau non seulement parce qu'il est l'ultime forme d'antagonisme entre Etats en lutte dans la société moderne, mais aussi parce que les deux systèmes qui s'opposent présentent une structure différente, car ils représentent chacun une étape différente de la concentration des forces productives.

X Dans la période actuelle, cette concentration dépasse la phase monopolistique et prend un aspect nouveau : à l'intérieur de chaque pays, l'Etat devient le pivot de la vie économique, soit parce que l'ensemble de la production et de la vie sociale est étatisé (comme en Russie et dans ses satellites), soit parce que les groupements capitalistes dirigeants sont fatalement amenés à l'utiliser comme le meilleur instrument de contrôle et de direction de l'économie nationale, ce qui se passe dans le reste du monde. D'autre part, sur le plan international, non seulement les pays qui étaient toujours subordonnés aux « Grandes Puissances », mais ces ex-« Grandes Puissances » elles-mêmes ne peuvent plus ni économiquement, ni militairement, ni politiquement, maintenir leur indépendance et tombent sous la domination ouverte ou camouflée des deux seuls Etats que leur puissance maintient dans l'autonomie, de la Russie ou des Etats-Unis, ces super-Etats de l'ère contemporaine, véritables molochs dévorateurs devant qui tout doit s'effacer ou les servir aveuglément. C'est ainsi qu'aussi bien l'Europe que le reste de la planète se trouvent scindés en deux zones : l'une de domination russe, l'autre de domination américaine.

Mais la profonde symétrie qui existe entre les deux zones ne doit pas faire oublier les différences essentielles qui les séparent. Les Etats-Unis sont arrivés à l'étape actuelle de concentration de leur économie et de domination transcontinentale par le développement organique de leur capitalisme. A travers les monopoles, l'économie américaine est arrivée à son étape actuelle où une dizaine de super-groupements d'une puissance formidable et unis entre eux possèdent tout, ce qui est essentiel dans la production et la contrôlent dans son ensemble, depuis ses plus petits rouages jusqu'à cet instrument central de coercition et de coordination qu'est l'Etat fédéral américain. Mais le grand capital n'est pas encore complètement identifié à l'Etat; formellement, possession et gestion de l'économie d'une part, possession et gestion de l'Etat d'autre part, restent distinctes et seule l'identification du personnel dirigeant assure la coordination complète. D'autre part, la planification de l'économie reste confinée à l'intérieur

de chaque branche de la production : ce ne fut que pendant la deuxième guerre mondiale que l'économie fut soumise à une coordination d'ensemble, coordination qui depuis a marqué de nouveau un recul.

Dans la zone russe, par contre, et avant tout en Russie elle-même, la concentration des forces productives est complète. L'ensemble de l'économie appartient à l'Etat-patron et est géré par celui-ci. Le bénéficiaire de l'exploitation du prolétariat est une immense et monstrueuse bureaucratie (bureaucrates politiques et économiques, techniciens et intellectuels, dirigeants du parti « communiste » et des syndicats, militaires et grands policiers). La « planification » de l'économie dans les intérêts de la bureaucratie est absolument générale.

De même sur le plan de la vassalisation des Etats secondaires, les Etats satellites de la Russie ont été complètement assimilés à celle-ci quant à leur régime économique et social et leur production est directement orientée selon les intérêts économiques et militaires de la bureaucratie russe. Par contre, comparé au « plan Molotov », le plan Marshall dans la zone américaine n'est qu'un début du processus de vassalisation qui a encore une série d'étapes à parcourir et qui ne pourra s'accomplir complètement qu'à travers la troisième guerre mondiale.

Enfin, du point de vue de la situation du prolétariat, si dans les deux systèmes la même tendance fondamentale du capitalisme moderne vers l'exploitation de plus en plus complète de la force de travail se fait jour, le degré de réalisation de cette tendance est différent. Dans la zone russe, aucune entrave, ni juridique ni économique, n'est posée à la volonté de la bureaucratie d'exploiter au maximum le prolétariat, d'augmenter autant que possible la production pour satisfaire sa consommation parasitaire et accroître son potentiel militaire. Dans ces conditions, le prolétariat est réduit complètement à l'état de matière brute de la production. Ses conditions de vie, le rythme de production, la durée de la journée de travail lui sont imposés par la bureaucratie sans discussion possible. Par contre, dans la zone américaine ce processus n'est réalisé à un degré analogue que dans les pays coloniaux et arriérés; en Europe et aux Etats-Unis il n'en est qu'à ses débuts.

Mais ces différences, pour profondes qu'elles soient, ne doivent pas faire oublier que leur développement conduit les deux systèmes à l'identification. Il est évident que la

dynamique de l'évolution a comme premier résultat la rapide accentuation des traits de concentration au sein de l'impérialisme américain. Le contrôle, économique et politique à la fois, des autres pays par le capital des U.S.A. et le rôle croissant de l'Etat américain dans ce contrôle; la mainmise directe des monopoles yankees sur le capital allemand et japonais, résultat de la deuxième guerre mondiale et qui apparaît maintenant comme devant se maintenir définitivement; l'accélération de la concentration verticale et horizontale imposée par le besoin d'un contrôle et d'une réglementation de plus en plus complets des sources de matières premières et des marchés, aussi bien intérieurs qu'extérieurs; l'extension de l'appareil militaire, l'échéance de la guerre totale et la transformation graduelle de l'économie en économie de guerre permanente; le besoin d'une exploitation complète de la classe ouvrière, imposée par la chute du profit et le besoin d'investissements de plus en plus grands, tous ces facteurs poussent les Etats-Unis vers le monopole universel s'identifiant à l'Etat, en même temps qu'elle les conduisent vers un régime politique totalitaire. Une nouvelle crise de surproduction, mais surtout la guerre, signifieront une accélération extraordinaire de ce processus.

En effet, le processus de concentration des forces productives ne pourrait s'achever que par l'unification du capital et de la classe dominante à l'échelle mondiale, c'est-à-dire par l'identification des deux systèmes qui s'opposent aujourd'hui. Cette unification ne pourrait se faire que par la guerre, qui est désormais inéluctable. Elle est inéluctable parce que l'économie mondiale ne peut pas se maintenir scindée en deux zones hermétiquement séparées et parce que aussi bien la bureaucratie russe que l'impérialisme américain ne peuvent que chercher à résoudre leurs contradictions par l'expansion à l'extérieur.

La tendance inexorable des couches dominantes, dans l'un ou dans l'autre système, à augmenter leurs bénéfices et leurs puissances les oblige toujours à rechercher un terrain plus étendu pour y exercer leur pillage. D'autre part, l'augmentation de ces bénéfices et même déjà leur simple conservation, à partir du moment où elles se trouvent en face d'un adversaire ayant exactement les mêmes convoitises, les oblige à continuer à développer les forces productives. Mais ce développement devient de plus en plus impossible dans les limites strictes définies pour chacun d'eux par la division du monde en deux zones. La concentration du capital et le dévelop-

pement technique rendent nécessaires des investissements de plus en plus grands, auxquels on ne peut faire face que par une exploitation accrue du prolétariat; mais cette exploitation accrue se heurte rapidement à un obstacle infranchissable, qui est la baisse de la productivité du travail surexploité. Dès lors, l'expansion vers l'extérieur, par l'annexion du capital, du prolétariat et des sources de matières premières de l'adversaire, devient la seule solution pour les exploiters, bureaucrates ou bourgeois. Il n'y a là que l'expression suprême de la tendance du capital concentré à s'approprier les profits non plus en fonction uniquement de sa grandeur, mais en fonction de sa suprématie dans le rapport de forces et, au niveau actuel de la concentration, à s'annexer non seulement une plus grande part des profits, mais tous les profits. Mais on ne peut annexer tous les profits qu'en annexant toutes les conditions et les sources du profit, c'est-à-dire en définitive l'ensemble de l'économie mondiale. Ainsi, la guerre pour la domination mondiale devient la forme ultime et suprême de la concurrence entre les productions concentrées. Au stade de la concentration totale, la concurrence se transforme inéluctablement et directement en lutte militaire, et la guerre totale remplace la compétition économique en tant qu'expression aussi bien de l'opposition des intérêts des couches dominantes que de la tendance vers une concentration universelle des forces productives imposée par le développement économique.

Inversement, dès que l'opposition irréductible de la bureaucratie russe et de l'impérialisme américain a posé la guerre comme une perspective inéluctable, cette guerre devient le milieu vital de la société mondiale, et son échéance future détermine dès à présent les manifestations de la vie sociale dans tous les domaines, qu'il s'agisse de l'économie ou de la politique, de la technique ou de la religion. Cette détermination de toutes les activités sociales essentielles par la guerre à venir ne fait qu'aggraver à un point inouï les contradictions déjà existantes et confirme et approfondit en retour le processus menant au conflit ouvert.

Ainsi, non seulement la guerre est inévitable, mais aussi, si le prolétariat révolutionnaire n'intervient pas pour supprimer cette opposition et ses bases, l'identification des deux systèmes et l'unification du système mondial d'exploitation sur le dos des masses laborieuses. A défaut de révolution, la guerre se résoudra par la destruction de l'un des antagonistes au profit de l'autre, par la domination mondiale au profit du

vainqueur, la mainmise totale sur le capital et le prolétariat de la terre et le regroupement autour du vainqueur de la majeure partie des couches exploiteuses dans les différents pays, après écrasement des sommets dirigeants du groupe des vaincus. Il est clair qu'une victoire de la Russie sur l'Amérique signifierait la mainmise complète de la Russie sur l'appareil de production américain et mondial, prenant la forme d'une « nationalisation » complète du grand capital américain et de l'extermination des capitalistes yankees et de leurs principaux agents politiques, syndicaux et militaires et accompagnée de l'intégration dans le nouveau système de presque l'ensemble des techniciens et d'une grande partie de la bureaucratie étatique, économique et ouvrière américaine. Inversement il est tout aussi évident qu'une victoire américaine sur la Russie signifierait l'extermination des sommets de l'appareil bureaucratique russe, la mainmise directe du capital américain sur l'appareil de production et le prolétariat russe, maintenant la forme de la propriété « nationalisée » comme la plus concentrée et la plus commode pour l'exploitation, et accompagnée de l'intégration dans le système américain de la grande majorité des bureaucrates économiques, administratifs et syndicaux comme aussi des techniciens russes. L'assimilation complète du capital et du prolétariat russe par l'impérialisme yankee ne sera d'ailleurs possible qu'au prix d'adaptations internes de la structure économique des U.S.A., qui la mettront définitivement sur la voie de l'étatisation complète.

La guerre sera donc de toute façon et quel qu'en soit le vainqueur un tournant définitif dans l'évolution de la société moderne. Elle accélérera l'évolution de cette société vers la barbarie, sauf si l'intervention des masses exploitées et massacrées du monde entier l'empêche d'aboutir, sauf si la révolution prolétarienne mondiale envahit la scène historique pour exterminer les exploiteurs et leurs agents et pour reconstruire la vie sociale de l'humanité, en utilisant pour libérer l'homme et lui permettre de créer lui-même son propre destin, les richesses et les forces productives que la société actuelle, après les avoir développées à un point inconnu auparavant, n'est capable d'employer que comme instruments d'exploitation, d'oppression, de destruction et de misère. Le sort de l'humanité et de la civilisation dépend directement de la révolution.

II. — BUREAUCRATIE ET PROLETARIAT

Depuis le début de son histoire le capitalisme tend à faire du prolétariat une simple matière brute de l'économie, un rouage de ses machines. L'ouvrier est dans l'économie capitaliste un objet, une marchandise, et le capitaliste le traite comme tel. Comme pour toute marchandise, le capitaliste essaie d'acheter la force de travail le meilleur marché possible, car pour lui l'ouvrier n'est pas un homme devant vivre sa propre vie, mais une force de travail pouvant devenir source de profit. Il tend par conséquent à réduire au minimum le salaire de l'ouvrier, à lui faire les conditions de vie les plus misérables. Comme pour toute marchandise, le capitaliste essaie aussi d'extraire de l'ouvrier le maximum d'utilité, et pour cela il lui impose la plus grande durée possible de la journée de travail, le rythme le plus intense de production.

Mais le système capitaliste ne peut pas donner un cours libre et illimité à sa tendance fondamentale vers l'exploitation totale. D'abord, cette tendance est en contradiction déjà avec l'objectif de la production. En effet, la réalisation complète de l'objectif capitaliste, qui est l'exploitation illimitée de la force de travail s'oppose à un autre objectif capitaliste également essentiel qui est l'augmentation de la productivité. Si l'ouvrier est, même du point de vue économique, plus qu'une machine, c'est parce qu'il produit pour le capitaliste plus qu'il ne coûte à celui-ci, et surtout parce qu'il manifeste au cours de son travail la créativité, la capacité de produire toujours plus et toujours mieux, que les autres classes productives des périodes historiques antérieures ne possédaient pas. Lorsque le capitaliste traite le prolétariat comme du bétail, il apprend rapidement et à ses dépens que le bétail ne peut pas remplir la fonction de l'ouvrier, car la productivité des ouvriers surexploités baisse rapidement. C'est là la racine profonde des contradictions du système moderne d'exploitation et la raison historique de son échec, de son incapacité à se stabiliser.

Mais aussi — et c'est encore plus important — le système capitaliste se heurte au prolétariat en tant que classe consciente de ses intérêts. Ce fait, que dans l'économie capitaliste il doit produire toujours plus et coûter toujours moins, l'ouvrier en prend rapidement conscience; et dans la mesure où il comprend également que le but de sa vie n'est pas d'être

purement et simplement une source de profit pour le capitaliste, de simple exploité il devient conscient de l'exploitation et réagit contre celle-ci. Le régime capitaliste, produisant et reproduisant sur une échelle de plus en plus grande l'exploitation, la lutte des ouvriers tend toujours à devenir lutte pour l'abolition complète de l'exploitation et de ses conditions, qui sont l'accaparement des moyens de production, du pouvoir étatique et de la culture par une classe d'exploiteurs.

Cette lutte pour l'abolition de l'exploitation n'est pas spécifique à la classe ouvrière; elle a existé depuis qu'il y a des classes exploitées. Ce qui est propre à la lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation, c'est que d'une part elle se déroule dans un cadre qui lui permet la réalisation de son objectif, car le développement extrême de la richesse sociale et des forces productives, résultat de la civilisation industrielle, permet maintenant positivement la construction d'une société d'où soient absents les antagonismes économiques; d'autre part, que la classe ouvrière se trouve dans des conditions qui lui permettent d'entreprendre et de mener avec succès cette lutte. Avec le prolétariat apparaît pour la première fois une classe exploitée disposant d'une immense force sociale et pouvant prendre conscience de sa situation et de ses intérêts historiques.

Vivant et produisant collectivement, les ouvriers passent rapidement de la réaction individuelle à la réaction et à l'action collectives contre l'exploitation capitaliste. Concentrés par le développement du machinisme et la centralisation des forces productives dans des usines, des villes et des agglomérations industrielles de plus en plus importantes, vivant et produisant ensemble, ils arrivent très tôt à la conscience de l'unité de leur classe opposée à l'unité de la classe des exploiters. Sachant qu'ils sont les seuls véritables producteurs, comprenant le rôle parasitaire des patrons, ils arrivent à se donner comme but non seulement la limitation de l'exploitation, mais sa suppression totale et la reconstruction de la société sur des bases communistes, d'une société qui sera dirigée par les producteurs eux-mêmes et dans laquelle tous les revenus proviendront du travail productif.

C'est ainsi que dès le début de son histoire, la classe ouvrière tente des essais grandioses de suppression de la société d'exploitation et de la constitution d'une société prolétarienne, essais dont l'exemple le plus poussé a été pendant le XIX^e siècle la Commune de Paris. Ces essais aboutissent à un échec, car les conditions de l'époque ne sont pas encore

mûres, car l'économie est insuffisamment développée, car le prolétariat lui-même est encore numériquement faible et qu'il n'a qu'une conscience vague des moyens qu'il doit employer pour arriver à ses buts.

Cependant, après l'échec de ces premières tentatives, la classe ouvrière s'organise pour parvenir à ses fins, dans des organisations économiques (les syndicats) et politiques (les partis de la II^e Internationale) orientés, tout au moins au début, vers le même objectif, la suppression de la société de classe et la construction d'une société prolétarienne.

Ces syndicats et ces partis, dans la période qui fut la période de leur grand essor historique — jusqu'à 1914 — ont accompli un immense travail positif. Ils ont fourni le cadre dans lequel des millions d'ouvriers, devenus conscients de leur classe et de leurs intérêts historiques ont pu s'organiser et lutter. Ces luttes ont abouti à une amélioration considérable des conditions de vie et de travail du prolétariat, à l'éducation sociale et politique de grandes couches ouvrières, à une conscience de la force décisive que représente le prolétariat dans les sociétés modernes.

Mais en même temps, les syndicats et les partis de la II^e Internationale, entraînés par le succès des réformes que les luttes ouvrières arrachaient au patronat pendant cette période d'essor juvénile de l'impérialisme, se laissaient aller à une idéologie qui devenait de plus en plus une idéologie réformiste. Les dirigeants voulaient faire croire à la classe ouvrière qu'il était possible sans révolution violente et sans grands frais, par une série infiniment prolongée de réformes, d'arriver à la suppression de l'exploitation et à la transformation de la société. Ils cachaient ainsi le fait que le capitalisme s'approchait constamment de sa crise organique, qui non seulement lui interdirait toute nouvelle concession, mais l'obligerait à revenir sur celles qu'il avait déjà accordées. L'idée d'une révolution prolétarienne comme moyen indispensable pour mettre une fin à l'exploitation capitaliste semblait devenir une utopie gratuite ou une vision de mystiques sanguinaires.

Cette dégénérescence de la II^e Internationale ne fut évidemment pas le produit du hasard. Profitant de la surexploitation des colonies, l'impérialisme non seulement avait pu concéder des réformes, qui donnaient une apparence de justification objective à la mystification réformiste, mais il avait pu corrompre toute une aristocratie ouvrière, qui s'en trouvait

embourgeoisée. Mais surtout, pour la première fois, apparaissait une bureaucratie ouvrière, qui se détachait de la classe exploitée et essayait de satisfaire ses aspirations propres. L'organisation de la classe ouvrière dans d'immenses organisations, comptant des millions d'adhérents, payant des cotisations, entretenant des appareils étendus et puissants, ayant besoin de permanents pour être dirigés, créant des journaux, des députés, des bureaux, aboutit à l'apparition d'une couche étendue de bureaucrates politiques et syndicaux qui sortent de l'aristocratie ouvrière et de l'intelligentsia petite bourgeoise et qui commencent à trouver le compte de leurs intérêts non plus dans la lutte pour la révolution prolétarienne, mais dans la fonction de bergers des troupeaux ouvriers dans les prairies de la « démocratie » capitaliste. Se transformant en intermédiaires entre le prolétariat en lutte et les patrons, les dirigeants politiques et syndicaux commencent à se nourrir à la mangeoire capitaliste. C'est ainsi que l'appareil créé par la classe ouvrière pour son émancipation, auquel elle avait délégué les fonctions dirigeantes, la responsabilité et l'initiative dans la défense de ses intérêts, devenait un instrument des patrons au sein de la classe ouvrière pour la mystifier et l'endormir.

Le réveil a été dur. Lorsque le capitalisme, poussé par son évolution fatale, sauta les pieds joints dans le carnage universel de 1914, les ouvriers ne trouvèrent auprès de leurs « dirigeants » que des députés de la bourgeoisie et des ministres de l'Union Sacrée, qui leur enseignèrent qu'il fallait se laisser massacrer pour la défense et la gloire de la patrie capitaliste. La réaction ouvrière fut lente, mais d'autant plus radicale. En 1917, les ouvriers et les paysans de la Russie, six mois après avoir renversé le régime tsariste, balayaient à son tour le gouvernement social-patriote de Kerensky et instauraient, sous l'égide du parti bolchevik, une démocratie soviétique, la première république des exploités dans l'histoire de l'humanité. En 1918, les ouvriers, les soldats et les marins de l'Allemagne renversaient le Kaiser et couvraient le pays de milliers de Soviets. Quelques mois après, une république soviétique naissait en Hongrie. En Finlande, le prolétariat entraînait en lutte pour son émancipation contre les junkers et les capitalistes. En 1920, le prolétariat italien occupait les usines. A Moscou, à Vienne, à Munich, à Berlin, à Budapest, à Milan les bataillons prolétariens entraient au combat décidés à la victoire. La révolution européenne paraissait

près d'aboutir. Dans les autres pays, l'émotion fut immense, et la solidarité militante des ouvriers français et anglais fut le facteur principal qui empêcha Clemenceau et Churchill d'écraser par l'intervention armée la République Soviétique russe. L'avant-garde se détachait massivement des partis réformistes et en 1919 était proclamée à Moscou la fondation de la III^e Internationale, l'Internationale Communiste, qui appelait à la constitution de nouveaux partis révolutionnaires, rompant résolument avec l'opportunisme et le réformisme de la social-démocratie et devant conduire le prolétariat à la révolution victorieuse.

Mais l'heure de la libération de l'humanité n'avait pas encore sonné. Le régime capitaliste et son Etat étaient encore suffisamment solides pour résister à l'assaut des masses. En particulier, les partis de la II^e Internationale ont pu jouer avec succès leur rôle de gardiens de l'ordre capitaliste. L'emprise du réformisme sur la classe ouvrière, le poids des couches intermédiaires et le rôle amortisseur de l'aristocratie ouvrière ont été plus importants qu'on ne l'aurait cru. Défaite en Europe, la révolution ne put se maintenir qu'en Russie, pays immense mais extrêmement arriéré, où le prolétariat ne formait qu'une petite minorité de la population.

Cette défaite de la révolution européenne entre 1918 et 1923, malgré l'importance pratique qu'ils lui accordèrent, les révolutionnaires de l'époque la considèrent en fin de compte comme dépourvue de signification historique, convaincus qu'elle était essentiellement due au manque de « directions révolutionnaires » adéquates dans les pays européens, manque qui allait être maintenant dépassé par la construction des partis révolutionnaires de la III^e Internationale. Ces partis, appuyés par le pouvoir révolutionnaire qui s'était maintenu en Russie, allaient pouvoir gagner la prochaine manche.

Cependant, le développement fut complètement différent. Dans le pays de la révolution victorieuse, le pouvoir bolchevik a subi une rapide dégénérescence. On peut la caractériser sommairement, en disant qu'elle amena l'installation durable au pouvoir politique et économique d'une bureaucratie toute puissante, formée des cadres du parti bolchevik, des dirigeants de l'Etat et de l'économie, des techniciens, des intellectuels et des militaires. Au fur et à mesure de son accession au pouvoir cette bureaucratie transformait les germes socialistes engendrés par la révolution d'octobre 1917 en instruments du système d'exploitation et

d'oppression des masses le plus perfectionné qu'on avait jamais connu. C'est ainsi qu'on en est arrivé à un régime se qualifiant cyniquement de « socialiste », où, à côté de la misère atroce des masses laborieuses, s'étale avec impudeur la vie luxueuse des 10 ou 15 % de la population qui forment la bureaucratie exploiteuse, où des millions d'individus sont enfermés dans des camps de concentration et de travail forcé, où la police d'Etat — dont la Gestapo ne fut qu'une pâle imitation — exerce une terreur intégrale, où les « élections » et les autres manifestations « démocratiques » ne seraient que des sinistres farces si elles n'étaient des expressions tragiques de la terreur, de l'abrutissement et de la dégradation de l'homme sous la dictature la plus écrasante du monde actuel. En même temps, on a vu les partis « communistes » dans le reste du monde, à travers une série de zig-zags apparents de leur politique, devenir les instruments dociles de la politique étrangère de la bureaucratie russe, tâchant — par tous les moyens et au détriment des intérêts des travailleurs qui les suivent — de l'aider dans sa lutte contre ses adversaires impérialistes et, lorsque l'occasion se présente, s'emparer du pouvoir dans leur pays pour y instaurer un régime analogue au régime russe au profit de leur propre bureaucratie, comme ce fut le cas en Europe Centrale et Sud-Orientale et actuellement en Chine.

Comment en est-on arrivé là ? Comment le pouvoir sorti de la première révolution prolétarienne victorieuse s'est-il transformé en l'instrument le plus efficace de l'exploitation et de l'oppression des masses ? Et comment se fait-il que les partis de la III^e Internationale, fondés pour abolir l'exploitation et instaurer sur la terre le pouvoir des ouvriers et des paysans sont devenus les instruments d'une nouvelle formation sociale dont les intérêts sont tout aussi radicalement hostiles au prolétariat que peuvent l'être ceux de la bourgeoisie traditionnelle ? Voilà les questions que se posent avec anxiété tous les ouvriers avancés, une fois qu'ils ont compris que voir quoi que ce soit de « socialiste » dans la Russie actuelle ne signifie que calomnier le socialisme.

La Révolution d'Octobre a succombé à la contre-révolution bureaucratique sous la pression combinée de facteurs intérieurs et extérieurs, de conditions objectives et subjectives, qui se ramènent tous à cette idée fondamentale : entre la deuxième et la troisième décennie de ce siècle, ni l'économie ni la classe ouvrière n'étaient encore mûres pour l'abolition de l'ex-

lution, même victorieuse, isolée dans un seul pays, ne pouvait qu'être renversée; si ce n'était de l'extérieur, par l'intervention armée des autres pays capitalistes ou par la guerre civile, ce devait être de l'intérieur, par la transformation du caractère même du pouvoir issu d'elle.

La révolution prolétarienne ne peut aboutir à l'instauration du socialisme que si elle est mondiale. Ceci ne signifie pas qu'elle doit être simultanée dans tous les pays du monde, mais simplement que, commençant dans un ou plusieurs pays, elle doit s'étendre constamment jusqu'à arriver à l'extermination du capitalisme sur l'ensemble du globe. Cette idée, commune à Marx et à Lénine, à Trotsky et à Rosa Luxembourg, n'est ni une hallucination de théoriciens, ni le résultat de la manie du système. Le pouvoir ouvrier et le pouvoir capitaliste sont incompatibles, aussi bien à l'intérieur d'un pays que sur le plan international; si le premier ne l'emporte pas sur le second internationalement, ce sera l'inverse qui se produira, soit par le renversement ouvert de ce pouvoir et son remplacement par un gouvernement capitaliste, soit par le pourrissement intérieur et son évolution vers un régime de classe reproduisant les traits fondamentaux de l'exploitation capitaliste. Ce pourrissement fatal d'une révolution isolée est déterminé avant tout par des facteurs économiques.

Le socialisme n'est pas un régime idéal imaginé par des rêveurs bénévoles ou des réformateurs chimériques, mais une perspective historique positive dont la possibilité de réalisation se base sur le développement de la richesse dans la société capitaliste. C'est parce que la société est arrivée à un tel point de développement des forces productives qu'il est possible d'atténuer profondément d'abord, de supprimer rapidement par la suite la lutte de tous contre tous pour la satisfaction des besoins matériels, c'est à cause de ces possibilités objectives que le socialisme n'est pas absurde. Mais ces possibilités n'existent que lorsque l'on envisage l'économie mondiale prise dans son ensemble. Un seul pays, aussi riche soit-il, ne saurait jamais procurer cette abondance à ses habitants, même si localement le pouvoir capitaliste est aboli. La victoire de la révolution dans un pays ne supprime pas ses rapports avec l'économie mondiale et sa dépendance face à celle-ci. Non seulement ce pays sera obligé à maintenir et à renforcer sa défense militaire — une des sources principales de gaspillage improductif dans le monde actuel — mais il sera placé devant une impasse économique se traduisant ainsi : ou

bien, pour progresser économiquement, maintenir et approfondir la spécialisation de sa production, ce qui signifie le maintenir tributaire de l'économie capitaliste mondiale sous tous les rapports et le soumettre indirectement mais tout aussi efficacement à ses lois et à son anarchie; ou bien s'orienter vers l'autarcie en produisant même les produits qui sont pour lui beaucoup plus coûteux que s'ils se les procurait par l'échange, ce qui signifie un recul économique considérable. Dans les deux cas, cette révolution isolée ne mènera ni vers l'abondance ni vers une atténuation des antagonismes économiques entre les individus et les couches sociales, mais vers une régression, vers la pauvreté sociale et l'accentuation de la lutte de tous contre tous pour la satisfaction des besoins. C'est ce qui est arrivé en Russie.

Cette lutte de tous contre tous pour la satisfaction des besoins dans un régime de pauvreté et de rareté des biens a pour premier résultat inéluctable que ceux qui se trouvent, même temporairement, aux postes dirigeants, supérieurs ou inférieurs, seront fatalement amenés à utiliser leurs prérogatives pour la satisfaction de leurs besoins avant et contre celle de tous les autres. Cette évolution est indépendante de la qualité ou de l'« honnêteté » de ces cadres dirigeants; bons ou mauvais, consciencieux ou malhonnêtes, ils agiront en définitive de la même manière, poussés par la détermination économique. Pour résoudre leurs propres problèmes, ils se stabiliseront au pouvoir, ils transformeront celui-ci en dictature de leur couche, ils aboliront toute trace de démocratie dans la vie sociale, toute possibilité de critique contre eux-mêmes ou leurs semblables. Une fois installés au pouvoir, ils entreront dans la voie de toute classe dominante; ils seront amenés à exploiter au maximum le prolétariat, à le faire produire toujours davantage et coûter toujours moins, sous la double poussée de la satisfaction de leurs besoins et de la consolidation de leur Etat face à l'étranger. L'exploitation toujours accrue du prolétariat entraîne nécessairement son corollaire dans le renforcement de la dictature et de la terreur, et ainsi de suite. Ceci encore une fois n'est qu'une description en termes généraux de ce que fut le processus réel de la dégénérescence de la révolution en Russie.

Mais cette constatation, selon laquelle le socialisme est impossible en-dessous d'un certain degré de développement des richesses, pour fondamentale qu'elle soit, est néanmoins partielle et peut conduire à des conclusions totalement erronées, dont la première serait qu'il est par définition impos-

sible d'instaurer jamais un régime collectiviste. En effet, il est certain d'avance que jamais la société capitaliste ne développera les forces productives au point nécessaire pour passer immédiatement et directement d'une économie de pénurie à une économie d'abondance. Comme Marx l'avait déjà vu, entre la société capitaliste et la société communiste se situe une période de transition, pendant laquelle la forme du régime ne peut être autre que la dictature du prolétariat. Cette période de transition peut conduire au communisme si elle provoque un développement rapide des forces productives, permettant d'une part un relèvement constant du niveau de vie matériel des masses, d'autre part une réduction progressive des heures de travail et par là un relèvement de leur niveau culturel. La révolution mondiale peut accomplir ces objectifs par la suppression du parasitisme des classes exploiteuses et de leurs instruments étatiques bureaucratiques, par la suppression des dépenses militaires, par le développement de l'économie débarrassée des obstacles de la propriété privée et du cloisonnement national, par la rationalisation et la planification de la production à l'échelle mondiale, par le développement des pays retardataires, et surtout par l'épanouissement de la productivité du travail humain libéré de l'exploitation, de l'aliénation et de l'abrutissement capitaliste ou bureaucratique.

Il est donc clair que pendant cette période de transition qui se situe entre le renversement des classes dominantes et la réalisation d'une économie communiste, deux évolutions sont possibles: ou bien la société ira de l'avant en affermissant graduellement les tendances communistes de l'économie et aboutissant à une société d'abondance, ou bien la lutte de tous contre tous amènera le développement inverse, l'accroissement des couches parasitaires d'abord, d'une classe exploiteuse ensuite, et l'instauration d'une économie d'exploitation reproduisant sous une autre forme l'essentiel de l'aliénation capitaliste. Les deux possibilités existent, également fondées sur l'état de l'économie et de la société telles que les laisse le capitalisme. Mais la réalisation de l'une de ces possibilités et la suppression de l'autre ne dépend ni du hasard, ni de facteurs inconnus et mystérieux: elle dépend de l'activité et de l'initiative autonome des masses travailleuses. Si, pendant cette période, le prolétariat, à la tête de toutes les classes exploitées de la société, est capable d'assumer collectivement la direction de l'économie et de l'Etat, sans la déléguer à des « spécialistes », des techniciens, des

« révolutionnaires professionnels » et autres sauveurs intéressés de l'humanité; s'il se montre apte à gérer la production et les affaires publiques, à contrôler activement toutes les branches de l'activité sociale, il est certain que la société pourra marcher vers le communisme sans obstacles. Dans le cas contraire, la rechute vers une société d'exploitation est inéluctable.

La question qui se trouve donc posée le lendemain d'une révolution victorieuse est celle-ci : qui sera le maître de la société débarrassée des capitalistes et de leurs instruments ? La structure du pouvoir, la forme du régime politique, les rapports du prolétariat avec sa propre direction, la gestion de la production et le régime dans les usines ne sont que les aspects particuliers de ce problème.

Or, en Russie, ce problème a été résolu très rapidement par l'accession au pouvoir d'une nouvelle couche exploiteuse : la bureaucratie. Entre mars et octobre 1917, les masses en lutte avaient créé les organismes qui exprimaient leurs aspirations et qui devaient exprimer leur pouvoir : les Soviets. Ces organismes entrèrent immédiatement en conflit avec le gouvernement provisoire, instrument des capitalistes. Le parti bolchevik, seul partisan du renversement du gouvernement et de la paix immédiate, conquérait au bout de six mois la majorité des Soviets et les conduisait à l'insurrection victorieuse. Mais le résultat de cette insurrection fut l'installation durable au pouvoir de ce parti, et, à travers celui-ci et au fur et à mesure qu'il dégénérait, de la bureaucratie.

En effet, une fois l'insurrection achevée, le parti bolchevik montra qu'il concevait le gouvernement ouvrier comme son propre gouvernement, et le mot d'ordre « tout le pouvoir aux Soviets » s'est trouvé signifier « tout le pouvoir au parti bolchevik ». Rapidement, les Soviets furent réduits au rôle d'organes d'administration locale; on ne leur laissait une autonomie relative qu'en fonction des nécessités de la guerre civile — car la forme dispersée que la guerre civile a prise en Russie rendait souvent l'action du gouvernement central inadéquate ou tout simplement impossible. Mais cette autonomie toute relative était absolument provisoire. Une fois la situation normale rétablie, les Soviets devaient retomber à leur fonction d'exécutants locaux, obligés de réaliser docilement les directives du pouvoir central et du parti qui y était installé. Les organes soviétiques subirent ainsi une atrophie progressive, et l'opposition grandissante entre les masses

et le nouveau gouvernement ne trouva pas un canal organisé pour s'exprimer. Ainsi, même dans les cas où cette opposition a pris une forme violente, allant parfois jusqu'au conflit armé (grèves de Pétrograd en 1920-21, insurrection de Kronstadt, mouvement de Maknno) la masse s'opposa au parti en tant que masse inorganisée et très peu sous la forme soviétique.

Pourquoi cette opposition d'abord, pourquoi l'atrophie des organes soviétiques ensuite ? Les deux questions sont étroitement liées, et la réponse est la même.

Déjà longtemps avant qu'il ne prenne le pouvoir, le parti bolchevik contenait en son sein les germes d'une évolution qui pouvait le conduire à une opposition complète avec la masse des ouvriers. Partant de la conception exprimée par Lénine dans le « Que Faire », selon laquelle c'est le parti seul qui possède une conscience révolutionnaire qu'il inculque aux masses ouvrières, il était construit sur l'idée que ces masses par elles-mêmes ne pouvaient jamais arriver qu'à des positions trade-unionistes. Nécessairement formé sous la clandestinité comme un rigide appareil de cadres, sélectionnant l'avant-garde des ouvriers et des intellectuels, le parti avait éduqué ses militants aussi bien dans l'idée d'une discipline stricte, que dans le sentiment d'avoir raison envers et contre tous. Une fois installé au pouvoir il s'est complètement identifié avec la Révolution. Ses opposants, à quelque tendance qu'ils appartiennent, de quelque idéologie qu'ils se réclament, ne peuvent être dès lors pour lui que des « agents de la contre-révolution ». D'où très rapidement l'exclusion des autres partis des Soviets et leur mise en illégalité. Que ces mesures aient été le plus souvent inéluctables, personne ne le contestera; il n'en reste pas moins que la « vie politique » dans les Soviets se réduisait désormais à un monologue ou à une série de monologues des représentants bolcheviks, et que les autres ouvriers, même s'ils étaient portés à s'opposer à la politique du parti, ne pouvaient ni s'organiser pour le faire ni le faire efficacement sans organisation. Ainsi le parti exerça très rapidement tout le pouvoir, même aux échelons les plus secondaires. Dans tout le pays, ce ce n'était qu'à travers le parti que l'on accédait aux postes de commande. Le résultat rapide en fut que d'une part les gens du parti, se sachant incontrôlés et incontrôlables, commencèrent à « réaliser le socialisme » pour eux-mêmes, c'est-à-dire à résoudre leurs propres problèmes en se créant des privilèges, et d'autre part que tous ceux qui dans le pays

et dans le cadre de la nouvelle organisation sociale avaient des privilèges, entrèrent en masse dans le parti pour les défendre. Ainsi le parti se transforma rapidement d'instrument des classes laborieuses en instrument d'une nouvelle couche privilégiée qu'il secrétait lui-même par tous ses pores.

Face à cette évolution, la réaction ouvrière fut très lente. Elle fut surtout mince et fragmentée. Et c'est ici que l'on touche au cœur du problème. Si la nouvelle dualité entre les Soviets et le parti a été rapidement résolue en faveur du parti, si même la classe ouvrière aida activement à cette évolution, si ses militants les meilleurs, ses enfants les plus dévoués et les plus conscients ont senti le besoin de soutenir à fond et sans restriction le parti bolchevik, même lorsque celui-ci se trouva s'opposer aux manifestations de la volonté de la classe, c'est parce que la classe dans son ensemble, et de toute façon son avant-garde, concevait encore le problème de sa direction historique d'une manière qui pour avoir été nécessaire à ce stade n'en était pas moins fautive. Oubliant qu'« il n'est pas de sauveur suprême ni Dieu ni César ni tribun », la classe ouvrière voyait dans ses propres tribuns, dans son propre parti la solution du problème de sa direction. Elle croyait qu'ayant aboli le pouvoir des capitalistes elle n'avait plus qu'à confier la direction à ce parti, auquel elle avait donné le meilleur d'elle-même, et que ce parti n'agirait que dans ses intérêts. C'est ce qu'il fit en effet et plus longtemps que l'on ne pouvait raisonnablement s'y attendre. Non seulement il se trouva le seul constamment aux côtés des ouvriers et des paysans de février en octobre 1917, non seulement il se trouva le seul au moment critique à exprimer leurs intérêts, mais il fut aussi l'organe indispensable pour l'écrasement définitif des capitalistes, celui à qui on est redevable de l'issue victorieuse de la guerre civile. Mais déjà en jouant ce rôle, il se détachait petit à petit de la masse, et il devenait une fin en soi, pour arriver en définitive à être l'instrument et le cadre de tous les privilégiés du nouveau régime.

Mais dans la naissance de cette nouvelle couche de privilégiés il faut distinguer l'aspect politique qui n'en fut que l'expression et les racines économiques infiniment plus importantes. En effet, diriger une société moderne, dans laquelle la plus grande part de la production et surtout la part qualitativement décisive est celle qui procède des usines, signifie avant tout diriger effectivement les usines. C'est de celles-ci

que dépendent l'orientation et le volume de la production, le niveau des salaires, le rythme de travail, en un mot toutes les questions dont la solution détermine d'avance l'évolution de la structure sociale. Ces questions ne seront résolues dans le sens des intérêts des travailleurs que si ce sont les travailleurs eux-mêmes qui les résolvent. Mais pour cela il est nécessaire que le prolétariat en tant que classe soit avant toute autre chose le maître de l'économie, aussi bien à l'échelon de la direction générale qu'à l'échelon particulier de chaque usine — deux aspects de la même chose. Ce facteur de la direction de la production est d'autant plus important que l'évolution de l'économie tend de plus en plus à substituer la division et l'opposition des dirigeants et des exécutants dans la production à la distinction traditionnelle des propriétaires et des dépossédés. C'est dire que si le prolétariat n'abolit pas immédiatement, et en même temps que la propriété privée des moyens de production, la direction de la production en tant que fonction spécifique exercée d'une manière permanente par une couche sociale, il ne fera que nettoyer le terrain pour l'avènement d'une nouvelle couche exploiteuse, surgissant des « directeurs » de la production, de la bureaucratie économique et politique en général. Or c'est exactement ce qui s'est produit en Russie. Après avoir renversé le gouvernement bourgeois, après avoir exproprié — souvent malgré et contre la volonté du gouvernement bolchevik — les capitalistes, après avoir occupé les usines, les ouvriers ont cru qu'il était tout naturel d'en laisser la gestion au gouvernement, au parti bolchevik et aux dirigeants syndicaux. De cette manière le prolétariat abandonnait lui-même son rôle principal dans la nouvelle société qu'il voulait créer. Ce rôle devait fatalement être joué par d'autres. Ce fut le parti bolchevik au pouvoir qui a servi de noyau de cristallisation et de couverture protectrice aux nouveaux « patrons » qui surgissaient petit à petit dans les usines sous forme de dirigeants, de spécialistes et de techniciens. Ceci d'autant plus naturellement que le programme du parti bolchevik laissait ouverte, pour ne pas dire encourageait la possibilité d'une telle évolution.

Les mesures que proposait le parti bolchevik sur le plan économique — et qui par la suite ont formé un des points essentiels du programme de la III^e Internationale — consistaient d'une part à des mesures d'expropriation des grands trusts capitalistes et de cartellisation obligatoire des autres entreprises et d'autre part, sur le point essentiel, les rapports des ouvriers avec l'appareil de production, au mot d'ordre

du « contrôle ouvrier ». Ce mot d'ordre s'appuyait sur la soi-disante incapacité des ouvriers à passer directement à la gestion de la production déjà au niveau des entreprises et surtout à l'échelon de la direction centrale de l'économie. Ce « contrôle » devait de plus remplir une fonction éducative, permettant pendant cette période transitoire aux ouvriers d'apprendre à gérer, auprès des ex-patrons, des techniciens et des « spécialistes » de la production.

Cependant, le « contrôle », fut-il « ouvrier », de la production, ne résout pas le problème de la direction réelle de cette production; au contraire il implique précisément que pendant toute cette période, le problème de la gestion effective de la production doit être résolu d'une autre manière. Dire que les ouvriers « contrôlent » la production suppose que ce ne sont pas eux qui la gèrent, et on fait précisément appel au contrôle des ouvriers parce qu'on n'a pas pleine confiance vis-à-vis de ceux qui effectivement gèrent. Il y a donc une opposition d'intérêts fondamentale, quoiqu'au début latente, entre les ouvriers qui « contrôlent » et les gens qui effectivement gèrent la production. Cette opposition crée l'équivalent d'une dualité de pouvoir économique au niveau même de la production, et comme toute dualité de ce genre, elle doit être rapidement résolue; ou bien les ouvriers passeront à bref délai à la gestion totale de la production, en résorbant les « spécialistes », techniciens, administrateurs qui étaient apparus, ou bien ces derniers rejeteront en définitive un « contrôle » gênant qui deviendra de plus en plus une pure forme, et s'installeront en maîtres absolus dans la direction de la production. Moins encore que l'Etat, l'économie n'admet une double commande. Le plus fort des partenaires éliminera rapidement l'autre. C'est pour cela que le contrôle ouvrier qui a une signification positive pendant la période qui précède l'expropriation des capitalistes, en tant que mot d'ordre qui implique l'irruption des ouvriers dans les locaux de commande de l'économie ne peut que céder rapidement la place dès le lendemain de l'expropriation des capitalistes, à la gestion complète de l'économie par les travailleurs, sous peine de devenir un simple paravent protégeant les premiers pas d'une bureaucratie naissante.

Nous savons maintenant qu'en Russie le contrôle ouvrier n'a eu en définitive que ce dernier résultat, et que le conflit entre les masses des travailleurs et la bureaucratie grandissante s'est résolu au profit de celle-ci. Les techniciens et « spécialistes » de l'Ancien Régime, maintenus pour remplir les

tâches « techniques », se sont fondus avec la nouvelle couche des administrateurs sortis des rangs des syndicats et du Parti et ont revendiqué pour eux-mêmes le pouvoir sans contrôle; la fonction « pédagogique » du contrôle ouvrier a joué en plein pour eux, et pas du tout pour la classe ouvrière. C'est ainsi que les fondements économiques de la nouvelle bureaucratie ont été posés.

La suite du développement de la bureaucratie offre peu de mystère. Ayant d'abord définitivement enchaîné le prolétariat, la bureaucratie a pu facilement se tourner contre les éléments privilégiés de la ville et de la campagne (Koulaks, nepman) dont les privilèges se basaient sur une exploitation du type bourgeois traditionnel. L'extermination de ces restes des anciennes couches privilégiées fut pour la bureaucratie russe d'autant plus facile, que celle-ci disposait dans cette lutte d'autant et de plus d'avantages qu'un trust dans sa lutte contre des petits entrepreneurs isolés. Porteur du mouvement naturel de l'économie moderne vers la concentration des forces productives, la bureaucratie est rapidement venue à bout de la résistance du petit patron et du gros paysan, qui déjà dans les régimes capitalistes sont irrémédiablement condamnés à la disparition. De même que l'économie elle-même interdit un retour vers la féodalité après une révolution bourgeoise, de même un retour vers les formes traditionnelles, fragmentées et anarchiques du capitalisme était exclu en Russie. La rechute vers un régime d'exploitation, résultat de la dégénérescence de la révolution ne pouvait s'exprimer que d'une manière nouvelle, par l'installation au pouvoir d'une couche exprimant les nouvelles structures économiques, imposées par le mouvement naturel de la concentration.

C'est ainsi que la bureaucratie passa à l'étatisation complète de la production et à la « planification », c'est-à-dire à l'organisation systématique de l'exploitation de l'économie et du prolétariat. Elle a ainsi pu développer considérablement la production russe, développement qui lui était imposé aussi bien par le besoin d'accroître sa propre consommation improductive que surtout par les nécessités d'expansion de son potentiel militaire.

La signification de cette « planification » pour le prolétariat russe apparaît en clair lorsqu'on voit que le salaire réel de l'ouvrier russe, qui en 1928 était encore de 10 % supérieur à 1913 (résultat de la Révolution d'octobre) s'est par la suite trouvé réduit jusqu'à la moitié de son niveau d'avant la

Révolution et se situe actuellement encore plus bas. Ce développement de la production lui-même est d'ailleurs de plus en plus freiné par les contradictions du régime bureaucratique, et en premier lieu par la baisse de la productivité du travail, résultat direct de la surexploitation bureaucratique.

Parallèlement à la consolidation du pouvoir de la bureaucratie en Russie, les partis de la III^e Internationale dans le reste du monde, suivant une évolution symétrique, se détachaient complètement de la classe ouvrière et perdaient tout caractère révolutionnaire. Subissant simultanément la double pression de la société capitaliste décadente et de l'appareil central de la III^e Internationale de plus en plus domestiqué par la bureaucratie russe, ils se transformaient graduellement en instruments à la fois de la politique étrangère de la bureaucratie russe et des intérêts de couches étendues de la bureaucratie syndicale et politique « ouvrière » de leurs pays respectifs, que la crise et la décadence du régime capitaliste détachait de celui-ci et de ses représentants réformistes traditionnels. Ces couches, de même qu'une partie de plus en plus importante des techniciens des pays bourgeois, étaient petit à petit amenés à voir dans le régime du capitalisme bureaucratique réalisé en Russie l'expression la plus parfaite de leurs intérêts et de leurs aspirations. Le point culminant de cette évolution fut atteint vers la fin de la deuxième guerre mondiale, moment où ces partis, profitant de l'écroulement de pans entiers du régime bourgeois en Europe, des conditions de la guerre et de l'appui de la bureaucratie russe purent s'installer solidement au pouvoir dans une série de pays européens et y réaliser un régime taillé sur le modèle russe.

Ainsi le stalinisme mondial, tel qu'il groupe aujourd'hui les couches dominantes de la Russie et de ses pays satellites et les cadres des partis « communistes » dans les autres pays, est le point de rencontre de l'évolution de l'économie capitaliste, de la désagrégation de la société traditionnelle et du développement politique du mouvement ouvrier. Du point de vue de l'économie, le bureaucratisme stalinien exprime le fait que la continuation de la production dans le cadre périmé de la propriété bourgeoise devient de plus en plus impossible, et que l'exploitation du prolétariat peut s'organiser infiniment mieux dans le cadre d'une économie « nationalisée » et « planifiée ». Du point de vue social, le stalinisme traduit les intérêts de couches nées à la fois de la concentration du capital et du travail et de la désagrégation des formes sociales tradi-

tionnelles. Dans la production il tend à grouper d'une part les techniciens et les bureaucrates économiques et administratifs, d'autre part les organisateurs gérants de la force du travail, c'est-à-dire les cadres syndicaux et politiques « ouvriers ». Hors de la production, il exerce une attraction irrésistible sur les petits bourgeois lumpénisés et déclassés et sur les intellectuels « radicalisés », qui ne peuvent se reclasser socialement qu'à la faveur à la fois du renversement de l'ancien régime qui ne leur offre pas de perspective collective et de l'installation d'un nouveau régime de privilèges. Enfin, du point de vue du mouvement ouvrier, les partis staliniens, dans tous les pays, avant qu'ils ne prennent le pouvoir, expriment cette phase du développement pendant laquelle le prolétariat, comprenant parfaitement la nécessité de renverser le régime capitaliste d'exploitation, confie sans contrôle cette tâche à un parti qu'il considère comme « sien », aussi bien pour la direction de la lutte contre le capitalisme que pour la gestion de la nouvelle société.

Mais le mouvement ouvrier ne s'arrête pas là.

Cette nature de la bureaucratie stalinienne en tant que couche exploiteuse est perçue de plus en plus, instinctivement d'abord, consciemment par la suite, par un nombre croissant d'ouvriers d'avant-garde. Malgré l'absence compréhensible d'informations précises, il est évident que le silence saisissant des masses qui vient de l'Est et que les mille voix de la démagogie stalinienne n'arrivent pas à couvrir ne fait que traduire, dans les conditions d'une terreur monstrueuse, la haine inexpiable que les travailleurs des pays dominés par la bureaucratie vouent à leurs bourreaux. On peut difficilement supposer que les prolétaires russes gardent des illusions sur le régime qui les exploite, ou sur tout autre régime qui ne serait pas l'expression de leur propre pouvoir. De même, les travailleurs qui ont longtemps suivi les partis staliniens dans les pays capitalistes commencent à comprendre que la politique de ces partis sert à la fois les intérêts de la bureaucratie russe et ceux de la bureaucratie stalinienne locale, mais jamais les leurs. En France et en Italie particulièrement, la désaffection croissante des ouvriers envers les partis « communistes », traduit précisément cette conscience confuse.

Mais il est aussi visible que malgré la misère croissante, malgré la crise du capitalisme qui va en s'amplifiant, malgré la menace maintenant certaine d'une autre guerre plus destructive que jamais, les ouvriers ne sont pas prompts à se

réorganiser ni à suivre un nouveau parti quel qu'il soit et quel que soit son programme. On n'a pas là seulement une expression compréhensible de méfiance, résultant de la conclusion négative de toutes les expériences antérieures. On a aussi la manifestation d'une maturité incontestable, indiquant que la classe se trouve devant un tournant décisif de son évolution politique et idéologique, qu'elle commence à se poser beaucoup plus profondément que par le passé et à la lumière des leçons de celui-ci, les problèmes cruciaux de son organisation et de son programme, les problèmes de l'organisation et du pouvoir prolétarien.

III. — PROLETARIAT ET REVOLUTION

X (Aussi bien sous sa forme bourgeoise que sous sa forme bureaucratique, le capitalisme a créé à l'échelle du monde les prémisses objectives pour la révolution prolétarienne. En accumulant les richesses, en développant les forces productives, en rationalisant et en organisant la production jusqu'aux limites qui lui sont imposées par sa nature même de régime d'exploitation, en créant et en développant le prolétariat, auquel il a appris le maniement des moyens de production et des armes en même temps qu'il développait chez lui la haine de la misère et de l'esclavage, le capitalisme moderne a épuisé son rôle historique. Il ne peut pas aller plus loin. Il a créé les cadres, l'internationalisation de l'économie, la rationalisation et la planification, qui rendent possible la direction consciente de l'économie et le libre épanouissement de la vie sociale. Mais cette direction consciente il est incapable de la réaliser lui-même, car il est basé sur l'exploitation, l'oppression, l'aliénation de l'immense majorité de l'humanité. La relève de la bourgeoisie traditionnelle par la bureaucratie « ouvrière » totalitaire ne résout en rien les contradictions du monde moderne. La base de l'existence et de la puissance aussi bien de la vieille bourgeoisie que de la bureaucratie nouvelle, ce sont la dégradation et l'abrutissement de l'homme. Bureaucrates et bourgeois ne peuvent développer les forces productives, accroître ou même maintenir leurs profits et leur puissance qu'en exploitant toujours davantage les masses productives. L'accumulation des richesses et la rationalisation de l'économie signifie pour les travailleurs simplement l'accumulation de la misère et la rationalisation de leur exploita-

tion. Les capitalistes et les bureaucrates essaient de transformer l'homme producteur en simple rouage de leurs machines, mais ainsi ils tuent chez lui la chose essentielle, la productivité et la capacité créatrice. L'exploitation accrue et rationalisée entraîne par contre coup une baisse terrible dans la productivité du travail, comme on le voit particulièrement en Russie, et le gaspillage résultant de la concurrence maintenant abolie entre entreprises est reporté à une échelle infiniment plus ample par les gaspillages résultant de la lutte internationale, et complété par des destructions périodiques massives des forces productives qui prennent des proportions inouïes. Si l'unification du système mondial d'exploitation s'accomplissait à travers et après la troisième guerre mondiale, un effondrement complet menacerait la civilisation et la vie sociale de l'humanité. La domination totalitaire illimitée d'un groupe d'exploiteurs — monopolistes yankees ou bureaucrates russes — pillant l'ensemble de la terre, la baisse de la productivité du travail sous une exploitation toujours accrue, la transformation complète de la couche dominante en une caste parasitaire n'ayant plus aucun besoin de développer les forces productives, amèneraient une régression énorme des richesses sociales et un recul prolongé dans le développement de la conscience humaine.

Mais face à la barbarie capitaliste et bureaucratique peut se dresser le prolétariat, un prolétariat qui pendant un siècle de développement capitaliste non seulement a vu son poids spécifique dans la société s'accroître constamment, mais devant qui maintenant les problèmes sont posés objectivement dans toute la clarté possible; clarté qui concerne non seulement l'horreur et l'abjection du régime d'exploitation, qu'il ait la forme bourgeoise ou la forme bureaucratique, mais surtout les propres tâches de la révolution prolétarienne, les moyens de sa lutte et les objectifs de son pouvoir; clarté qui deviendra complète et définitive au cours même de la terrible guerre qui approche.

Si le résultat *apparent* d'un siècle de luttes prolétariennes semble pouvoir se résumer ainsi : le prolétariat a lutté pour installer au pouvoir une bureaucratie qui l'exploite autant et plus que la bourgeoisie, le résultat *profond* de ces luttes se trouve dans la clarification qui en est la conséquence. Il apparaît maintenant objectivement, d'une manière matérielle et palpable pour tous les travailleurs, que l'objectif de la révolution socialiste ne peut être simplement l'abolition de la pro-

priété privée, abolition que les monopoles et surtout la bureaucratie réalisent eux-mêmes graduellement sans qu'il en résulte autre chose qu'une amélioration des méthodes d'exploitation, mais essentiellement l'abolition de la distinction fixe et stable entre dirigeants et exécutants dans la production et dans la vie sociale en général. De même que sur le plan politique, l'objectif de la révolution prolétarienne ne peut être que la destruction de l'Etat capitaliste ou bureaucratique et son remplacement par le pouvoir des masses armées qui n'est déjà plus un Etat dans le sens habituel du terme, l'Etat en tant que contrainte organisée commençant immédiatement à dépérir, de même sur le plan économique l'objectif de la révolution ne peut être d'enlever la direction de la production aux capitalistes pour la confier à des bureaucrates, mais d'organiser cette direction sur une base collective, comme une affaire qui concerne l'ensemble de la classe. Dans ce sens la distinction entre le personnel dirigeant et le personnel exécutant dans la production doit commencer à dépérir dès le lendemain de la révolution.

Les objectifs de la révolution prolétarienne, il n'y a que le prolétariat lui-même et dans son ensemble qui puisse les réaliser. Leur réalisation ne peut être accomplie par personne d'autre. La classe ouvrière ne peut ni ne doit faire confiance pour leur réalisation à personne, ni même et surtout pas à ses propres « cadres ». Elle ne peut se décharger de l'initiative et des responsabilités concernant l'instauration et la gestion d'une nouvelle société sur qui que ce soit. Si ce n'est pas le prolétariat lui-même, dans son ensemble, qui, à tout moment a l'initiative et la direction des activités sociales, aussi bien pendant que surtout après la révolution, on n'aura fait que changer de maîtres, et le régime d'exploitation réapparaîtra, sous d'autres formes peut-être, mais identique quant au fond. Cette idée générale se concrétise par une série de précisions ou de modifications qui sont dorénavant à apporter aussi bien au programme du pouvoir révolutionnaire (c'est-à-dire au régime économique et politique de la dictature du prolétariat) qu'aux problèmes d'organisation et de lutte de la classe ouvrière sous le régime capitaliste.

Le programme de la révolution prolétarienne ne peut pas rester ce qu'il était avant l'expérience de la révolution russe et des transformations qui ont eu lieu après la deuxième guerre mondiale dans tous les pays de la zone d'influence russe. On ne peut plus continuer à croire que l'expropriation

des capitalistes privés équivaut au socialisme et qu'il suffit d'étatiser (ou de « nationaliser ») l'économie pour rendre impossible l'exploitation. On a constaté qu'après l'expropriation des capitalistes l'apparition d'une nouvelle couche exploiteuse était possible, qu'elle était même nécessaire si cette expropriation des capitalistes n'était pas accompagnée de la prise en mains directe de la gestion de l'économie par les ouvriers eux-mêmes. On a également constaté que les étatisations et les nationalisations, qu'elles soient le fait de la bureaucratie stalinienne (comme en Russie et dans la zone d'influence russe), de la bureaucratie travailliste (comme en Angleterre) ou des capitalistes eux-mêmes (comme en France), loin d'empêcher ou de limiter l'exploitation du prolétariat ne font que l'unifier, la coordonner, la rationaliser et l'intensifier. On a encore constaté que la « planification » de l'économie est un simple moyen, qui n'a en soi rien de progressif par rapport au prolétariat, et qui, réalisée lorsque le prolétariat est dépossédé du pouvoir, n'est autre que la planification de l'exploitation. On a enfin vu que ni le partage de la terre ni la « collectivisation » de l'agriculture ne sont incompatibles avec une exploitation moderne, rationalisée et scientifique de la paysannerie.

Il faut donc comprendre que l'expropriation des capitalistes privés (exprimée dans l'étatisation ou la nationalisation) n'est que la moitié négative de la révolution prolétarienne. Ces mesures ne peuvent pas avoir une signification progressive si elles sont séparées de la moitié positive, qui est la gestion propre de l'économie par les travailleurs. Ceci signifie que la direction de l'économie, aussi bien à l'échelon central qu'à l'échelon des entreprises ne peut pas être confiée à une couche de spécialistes, techniciens, « gens capables » compétents et bureaucrates de quelque sorte que ce soit, mais qu'elle doit être et qu'elle sera réalisée par les travailleurs eux-mêmes. La dictature du prolétariat ne peut pas être simplement la dictature politique; elle doit être avant tout la dictature économique du prolétariat, autrement elle ne sera qu'un prête-nom de la dictature de la bureaucratie.

Les marxistes, et Trotsky en particulier, avaient déjà montré qu'à la différence de la révolution bourgeoise, la révolution prolétarienne ne peut pas se borner à éliminer les obstacles subsistant de l'ancien mode de production. Pour le succès de la révolution bourgeoise, il faut et il suffit que les entraves subsistant du régime féodal (corporations et monopoles féodaux, propriété féodale du sol etc...) soient abolies.

A partir de là, le capitalisme se construit et se développe tout seul, par l'automatisme de l'expansion industrielle. Par contre l'abolition de la propriété bourgeoise est la condition nécessaire, mais non pas suffisante pour la construction et le développement d'une économie socialiste. A partir de cette abolition le socialisme ne peut se réaliser que consciemment, c'est-à-dire par une action consciente et constante des masses, capable de surmonter la tendance naturelle de l'économie telle que la laisse le capitalisme, tendance à revenir vers un régime d'exploitation. Mais il y a lieu de dresser une deuxième distinction, encore plus importante, entre la révolution prolétarienne et toutes les révolutions précédentes. C'est que pour la première fois la classe qui prend le pouvoir ne peut pas l'exercer par « délégation », qu'elle ne peut pas le confier d'une manière stable et durable à ses représentants, à son « Etat » ou à son « parti ». L'économie socialiste s'édifie par une continuelle action consciente, mais la question se pose de savoir *qui* est cette conscience ? Aussi bien l'expérience historique que l'analyse des conditions d'existence de la classe ouvrière et du régime post-révolutionnaire répondent que cette conscience ne peut être que la classe dans son ensemble. « Seules les masses, disait à peu près Lénine, peuvent vraiment planifier, car seules elles sont partout à la fois. » La révolution prolétarienne ne peut donc, sous peine de faillite, se limiter à nationaliser l'économie et à en confier la direction à des gens compétents ou à un « parti révolutionnaire », même avec un contrôle ouvrier plus ou moins vague. Elle doit confier la gestion des usines et la coordination générale de la production aux ouvriers eux-mêmes, à des ouvriers constamment contrôlés, responsables et révocables.

De même sur le plan politique, la dictature du prolétariat ne peut pas signifier la dictature d'un parti, aussi prolétarien et aussi révolutionnaire que celui-là puisse être. La dictature du prolétariat doit être une démocratie pour le prolétariat, et par conséquent tous les droits doivent être concédés aux ouvriers et avant tout le droit de former des organisations politiques ayant leurs conceptions propres. Que les militants de la fraction majoritaire dans les organisations de masse soient appelés plus fréquemment que les autres à des postes responsables apparaît comme quelque chose d'inévitable ; mais l'essentiel est que l'ensemble de la population travailleuse puisse garder sur eux un contrôle constant, les révoquer, reti-

rer sa confiance à la fraction jusque-là majoritaire et la reporter sur une autre. Par ailleurs il est évident que la distinction et l'opposition entre les organisations politiques proprement dites (partis) et les organisations de la masse en tant que telle (Soviets, Comités d'usine) perdra rapidement son importance et sa raison d'être, car sa perpétuation serait le signe annonciateur d'une dégénérescence de la révolution.

Il est évident qu'on ne peut actuellement que tracer les grandes lignes de l'orientation que l'expérience passée de la classe imposera à toute révolution future. Les formes concrètes que prendra l'organisation de la classe, par exemple la forme de centralisation de l'économie combinée à la décentralisation nécessaire, ne pourront être définies que par la masse elle-même, lorsqu'elle s'attaquera à la solution définitive de ces problèmes dans la lutte.

C'est dans le même sens que doivent être envisagés les problèmes de l'organisation et de la lutte du prolétariat dans le cadre du régime capitaliste.

Ni le fait que c'est la classe dans son ensemble qui fait l'expérience objective qui la mènera à la conscience et à la révolution, ni la constatation que les organisations ouvrières ont servi jusqu'ici de terrain fertile pour la bureaucratie ne peuvent amener à la conclusion que l'organisation politique de l'avant-garde avant la révolution est inutile et nuisible.

L'organisation politique de l'avant-garde est historiquement indispensable car elle repose sur le besoin de maintenir et de propager parmi la classe une conscience claire du développement de la société et des objectifs de la lutte prolétarienne à travers et malgré les fluctuations temporelles et les diversités corporatives, locales et nationales de la conscience des ouvriers. L'avant-garde organisée considèrera évidemment comme sa première tâche la défense de la condition et des intérêts des ouvriers, mais elle tâchera toujours d'élever le niveau des luttes et représentera finalement à travers chaque étape les intérêts du mouvement dans son ensemble. D'autre part, la constitution objective de la bureaucratie en couche exploiteuse rend évident que l'avant-garde ne saurait s'organiser que sur la base d'une idéologie anti-bureaucratique, d'un programme dirigé essentiellement contre la bureaucratie et ses racines, et en luttant constamment contre toute forme de mystification et d'exploitation.

Mais de ce point de vue, l'essentiel est que l'organisation

politique de l'avant-garde ayant pris conscience de la nécessité d'abolir la distinction entre dirigeants et exécutants tend dès le début vers cette abolition en son propre sein. Ceci n'est pas simplement affaire d'améliorations statutaires, mais surtout affaire de développement de la conscience et des capacités de ses militants, par leur éducation théorique et pratique permanente dans cette orientation.

Une telle organisation ne peut se développer qu'en préparant sa rencontre avec le processus de création d'organismes autonomes des masses. Dans ce sens, si l'on peut toujours dire qu'elle représente la direction idéologique et politique de la classe dans les conditions du régime d'exploitation, il faut aussi et surtout dire que c'est une direction qui prépare sa propre suppression, par sa fusion avec les organismes autonomes de la classe, dès que l'entrée de la classe dans son ensemble dans la lutte révolutionnaire fait apparaître sur la scène historique la véritable direction de l'humanité, qui est cet ensemble de la classe prolétarienne elle-même.

Face à la décadence continue et à la barbarie croissante des régimes d'exploitation, une seule force peut se dresser dans le monde actuel, celle de la classe productive, du prolétariat socialiste. S'accroissant constamment par l'industrialisation de l'économie mondiale, toujours plus concentré dans la production, dressé par la misère et l'oppression toujours plus lourdes à la révolte contre les classes dominantes, ayant maintenant la possibilité de faire l'expérience de ses propres « directions », le prolétariat mûrit pour la révolution à travers une série de difficultés et d'obstacles croissants. Mais ces obstacles ne sont pas insurmontables. Toute l'histoire du dernier siècle est là pour prouver que le prolétariat représente, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, une classe qui non seulement se révolte contre l'exploitation, mais qui est positivement capable de vaincre les exploités et d'organiser une société libre et humaine. Sa victoire, et le sort de l'humanité, ne dépendent que de lui-même.

1948

Le but de cet article est de dégager sommairement le sens des événements de l'année écoulée, de situer ces événements dans l'évolution de la situation issue de la deuxième guerre mondiale, de tracer le cadre où se situe l'activité révolutionnaire à notre époque. Logiquement une telle étude devrait présupposer une description du monde contemporain et surtout une analyse approfondie du fonctionnement du système mondial d'exploitation : seuls de tels fondements théoriques peuvent nous permettre de comprendre pourquoi ce système se dirige infailliblement vers la troisième guerre mondiale, pourquoi son mécanisme même ne peut être compris que dans cette « perspective ».

Les prochains numéros de cette revue fourniront des analyses théoriques sur la question. Nous partirons ici des évidences les plus concrètes pour qui ouvre les yeux sur le monde moderne et veut le comprendre du point de vue de la classe exploitée : la division presque « parfaite » du monde entre deux classes exploiteuses, la lutte à mort de chaque système pour l'hégémonie mondiale, pour la destruction de l'autre et l'annexion de son prolétariat et de ses moyens de production. Dès le « jour V », le nouveau monde s'avérait inviable sinon comme une immense machine à préparer la guerre ; mais à la différence de la période 1918-1939, le conflit ne germe pas dans une nouvelle évolution économique pacifique dont il serait la conséquence : par-dessus la coupure radicale du monde en deux, par-dessus tous les « rideaux de fer », l'antagonisme guerrier entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. est la façon dont se manifeste l'unité de l'économie mondiale.

La troisième guerre mondiale qui déjà se concrétise en de nombreux conflits partiels ou larvés, est, l'élément où se ment le système mondial d'exploitation, la dernière « justification » de l'esclavage imposé au prolétariat, la principale cause de l'augmentation des forces productives dans le capitalisme décadent.

Il nous faut d'abord situer l'année écoulée dans le rythme